

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206810]

14 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la Commission consultative wallonne administration-industrie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, § 3;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1985 relatif à la commission consultative administration-industrie;

Vu le rapport du 20 octobre 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la Commission administration-industrie, donné le 3 février 2017;

Vu l'avis 62.396/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 novembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la loi du 21 juin 1985 prévoit en son article 1^{er}, § 3, que ses arrêtés d'exécution sont pris après avis d'une Commission administration-industrie;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Administration : la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie;

2^o le Département : le Département de la Stratégie de la Mobilité de l'Administration;

3^o la Commission : la Commission consultative wallonne administration-industrie.

Art. 2. Il est créé, auprès de l'Administration, une Commission composée de :

1^o quatre représentants de l'Administration;

2^o treize représentants de l'industrie liée à la construction, la réparation et l'entretien des véhicules de transport par terre et à leur utilisation.

Art. 3. Les quatre représentants visés à l'article 2, 1^o, sont :

1^o l'inspecteur général expert du Département;

2^o trois membres du personnel désignés par l'inspecteur général expert du Département.

En cas d'empêchement, tout représentant peut désigner un membre du personnel comme suppléant.

Art. 4. Les treize représentants visés à l'article 2, 2^o, sont :

1^o un délégué de la Fédération des entreprises de Belgique, en abrégé FEB;

2^o un délégué de l'Union wallonne des entreprises, en abrégé UWE;

3^o un délégué de la Fédération des entreprises de l'industrie technologique, en abrégé Agoria;

4^o un délégué de la Fédération belge de l'industrie de l'automobile et du cycle, en abrégé FEBIAC;

5^o un délégué de la Fédération du secteur automobile et des secteurs connexes, en abrégé TRAXIO;

6^o un délégué de la Fédération royale des garagistes de Belgique, en abrégé Fegarbel;

7^o un délégué de la Fédération belge de la carrosserie et des métiers connexes, en abrégé Febelcar;

8^o un délégué du Groupement des organismes de contrôle automobile, en abrégé GOCA;

9^o un délégué de la Fédération belge des exploitants d'autobus et d'autocars, en abrégé FBAA;

10^o un délégué de la Fédération royale belge des transporteurs et des prestataires de services logistiques, en abrégé FEBETRA;

11^o un délégué de l'Union professionnelle du transport et de la logistique, en abrégé UPTR;

12^o un délégué de la Fédération belge des véhicules anciens, en abrégé FBVA;

13^o un délégué de la Fédération wallonne de l'Agriculture, en abrégé FWA.

Le représentant de chaque délégation énumérée au présent article est désigné par son instance dirigeante.

Art. 5. Le président de la Commission est l'inspecteur général du Département ou son délégué.

Le vice-président de la commission est un membre du personnel visé à l'article 3, 2^o, désigné par le président de la Commission.

Si le président et le vice-président sont en même temps empêchés, ceux-ci désignent un membre du personnel visé à l'article 3, 2^o, pour assurer la présidence par intérim.

Art. 6. Le Département assure le secrétariat de la Commission.

Art. 7. Le président de la Commission ou, en cas d'empêchement, le vice-président, convoque la Commission, établit son ordre de jour, et dirige ses activités.

La Commission délibère valablement, indépendamment du nombre de membres présents ou représentés. Lorsqu'un représentant de l'industrie visé à l'article 4 a été convoqué et est absent, il est censé marquer son accord sur les projets inscrits à l'ordre du jour, sauf s'il transmet ses observations par écrit au président de la Commission avant la réunion.

Art. 8. La Commission donne son avis sous forme de procès-verbal de séance, signé par le président de séance et le secrétaire, et reprenant la position des représentants visé à l'article 4.

Art. 9. La Commission peut créer des groupes de travail chargés de l'étude de questions particulières.

La Commission désigne le président et les membres des groupes de travail visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 10. La Commission élabore un règlement d'ordre intérieur.

Art. 11. La participation aux activités de la Commission se fait à titre gratuit.

Art. 12. L'arrêté royal du 24 décembre 1985 relatif à la commission consultative administration-industrie est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206810]

14. DEZEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich des Wallonischen Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1 § 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1985 über den Beratungsausschuss Verwaltung-Industrie;

Aufgrund des Berichts vom 20. Oktober 2017, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 3. Februar 2017 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund des am 27. November 2017 in Anwendung von Artikel 84, § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 62.396/4;

In der Erwägung, dass die Ausführungserlasse des Gesetzes vom 21. Juni 1985 gemäß dessen Artikel 1 § 3 nach Stellungnahme eines Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie verabschiedet werden;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° die Abteilung: die Abteilung Mobilitätsstrategie der Verwaltung;

3° die Kommission: der wallonische Beratungsausschuss Verwaltung-Industrie.

Art. 2 - Bei der Verwaltung wird ein Ausschuss eingerichtet, zusammengesetzt aus:

1° vier Vertretern der Verwaltung;

2° dreizehn Vertretern der im Bereich des Baus, der Reparatur und des Unterhalts von Fahrzeugen für den Transport auf dem Landweg und deren Nutzung tätigen Industrie.

Art. 3 - Die vier in Artikel 2 Ziffer 1 angeführten Vertreter sind:

1° der Generalinspektor-Sachverständige der Abteilung;

2° drei durch den Generalinspektor-Sachverständigen der Abteilung benannte Personalmitglieder.

Bei Verhinderung kann jeder Vertreter ein Personalmitglied als Stellvertreter benennen.

Art. 4 - Die dreizehn in Artikel 2 Ziffer 2 angeführten Vertreter sind:

1° ein Vertreter des Verbands Belgischer Unternehmen (Fédération des entreprises de Belgique FEB);

1° ein Vertreter des Wallonischen Verbands der Unternehmen (Union wallonne des Entreprises UWE);

3° ein Vertreter des Verbands der Unternehmen der technologischen Industrie (Fédération des entreprises de l'industrie technologique Agoria);

4° ein Vertreter des Belgischen Verbands der Automobil- und Fahrradindustrie (Fédération belge de l'industrie de l'automobile et du cycle FEBIAC);

5° ein Vertreter des Verbands der Automobilindustrie und der verwandten Bereiche (Fédération du secteur automobile et des secteurs connexes TRAXIO);

6° ein Vertreter des Königlichen Verbands der Belgischen Garagisten (Fédération royale des garagistes de Belgique Fegarbel);

7° ein Vertreter des Belgischen Verbands der Karosserie und der verwandten Berufe (Fédération belge de la carrosserie et des métiers connexes Febelcar);

8° ein Vertreter der Verband der zugelassenen Unternehmen für die technische Fahrzeugprüfung (Groupement des organismes de contrôle automobile GOCA);

9° ein Vertreter des Belgischen Verbands der Betreiber von Linien- und Reisebussen (Fédération belge des exploitants d'autobus et d'autocars FBAA);

10° ein Vertreter des Königlichen belgischen Verbands der Transportunternehmen und der Logistkdiensleister (Fédération royale belge des transporteurs et des prestataires de services logistiques, FEBETRA);

11° ein Vertreter des Berufsverbands der Transport- und Logistikunternehmen (Union professionnelle du transport et de la logistique UPTR);

12° ein Vertreter des Belgischen Verbands der Oldtimer-Fahrzeuge (Fédération belge des véhicules anciens FBVA);

13° ein Vertreter des Wallonischen Landwirtschaftsverbands (Fédération wallonne de l'Agriculture FWA).

Der Vertreter jeder der in diesem Artikel erwähnten Vertretung wird durch sein Leitungsorgan benannt.

Art. 5 - Der Vorsitzende des Ausschusses ist der Generalinspektor der Abteilung oder dessen Stellvertreter.

Der stellvertretende Vorsitzende des Ausschusses ist ein in Artikel 3 Ziffer 2 angeführtes Personalmitglied, das durch den Vorsitzenden des Ausschusses benannt wird.

Sind der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende gleichzeitig verhindert, so benennen diese ein in Artikel 3 Ziffer 2 angeführtes Personalmitglied, um den Vorsitz vertretungsweise zu übernehmen.

Art. 6 - Die Abteilung gewährleistet die Sekretariatsführung des Ausschusses.

Art. 7 - Der Vorsitzende des Ausschusses oder falls dieser verhindert ist, der stellvertretende Vorsitzende, beruft den Ausschuss ein, legt die Tagesordnung fest und leitet dessen Tätigkeiten.

Die Beschlüsse des Ausschusses sind gültig, ungeachtet der Anzahl der anwesenden oder vertretenen Mitglieder. Wurde ein Vertreter der Industrie nach Artikel 4 vorgeladen und ist er abwesend, wird davon ausgegangen, dass er sein Einverständnis zu den Projekten der Tagesordnung gibt, es sei denn, er übermittelt dem Vorsitzenden des Ausschusses vor der Sitzung seine schriftlichen Anmerkungen.

Art. 8 - Der Ausschuss erteilt seine Stellungnahme in der Form eines Sitzungsprotokolls, das von dem Vorsitzenden der Sitzung und dem Schriftführer unterzeichnet wird und das den Standpunkt der in Artikel 4 genannten Vertreter wiedergibt.

Art. 9 - Der Ausschuss kann Arbeitsgruppen bilden, die mit der Prüfung spezifischer Fragen beauftragt werden.

Der Ausschuss benennt den Vorsitzenden und die Mitglieder der in Absatz 1 erwähnten Arbeitsgruppen.

Art. 10 - Der Ausschuss arbeitet eine Geschäftsordnung aus.

Art. 11 - Die Teilnahme an den Tätigkeiten des Ausschusses ist unentgeltlich.

Art. 12 - Der Königliche Erlass vom 24. Dezember 1985 über den Beratungsausschuss Verwaltung-Industrie wird aufgehoben.

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206810]

**14 DECEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de Waalse adviescommissie administratie-nijverheid**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, artikel 1, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1985 betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid;

Gelet op het rapport van 20 oktober 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Commissie administratie-nijverheid, gegeven op 3 februari 2017;

Gelet op het advies 62.396/4 van de Raad van State, gegeven op 27 november 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wet van 21 juni 1985 in artikel 1, § 3 bepaalt dat haar uitvoeringsbesluiten worden vastgesteld na advies van een Commissie administratie-nijverheid;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Administratie : het Operationeel directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst;

2° het Departement : het Departement Strategie Mobiliteit van de Administratie;

3° de Commissie: de Waalse adviescommissie administratie nijverheid.

Art. 2. Er wordt bij de Administratie een Commissie opgericht, samengesteld uit :

1° vier vertegenwoordigers van de Administratie;

2° dertien vertegenwoordigers van de nijverheid betrokken bij de bouw, de herstelling en het onderhoud van de voertuigen voor vervoer te land, evenals bij hun gebruik.

Art. 3. De vier vertegenwoordigers bedoeld in artikel 2, 1°, zijn :

1° de inspecteur-generaal expert van het Departement;

2° drie personeelsleden aangewezen door de inspecteur-generaal expert van het Departement.

Bij verhindering kan elke vertegenwoordiger een personeelslid als plaatsvervanger aanwijzen.

Art. 4. De dertien vertegenwoordigers bedoeld in artikel 2, 2°, zijn :

1° één afgevaardigde van het Verbond van Belgische Ondernemingen, afgekort VBO;

2° een afgevaardigde van de "Union wallonne des Entreprises" (Waals Ondernemersverbond), afgekort UWE;

3° één afgevaardigde van de federatie van de ondernemingen van de technologische industrie, afgekort AGORIA;

4° één afgevaardigde van de Belgische federatie der auto- en rijwielnijverheden, afgekort FEBIAC;

5° een afgevaardigde van de Federatie van de autosector en de aanverwante sectoren, afgekort TRAXIO;

6° één afgevaardigde van de Koninklijke federatie der garagehouders van België, afgekort Fegarbel;

7° één afgevaardigde van de Belgische federatie der rijtuigmakerij en bijbehorende ambachten, afgekort Felbelcar;

8° één afgevaardigde van de Groepering van organismen voor de controle van automobielen, afgekort GOCA.

9° één afgevaardigde van de Federatie van de Belgische autobus- en autocarondernemers, afgekort FBAA;

10° een afgevaardigde van de Koninklijke federatie van Belgische transporteurs & logistieke dienstverleners, afgekort FEBETRA

11° een afgevaardigde van de Unie van professionele transporteurs en logistieke ondernemers, afgekort UPTR;

12° één afgevaardigde van de Belgische federatie voor oude voertuigen, afgekort BFOV;

13° één afgevaardigde van de "Fédération wallonne de l'agriculture" (Waalse landbouwbond), afgekort FWA.

De vertegenwoordiger van elke in dit artikel vermelde federatie wordt door zijn leidende instantie aangewezen.

Art. 5. De voorzitter van de Commissie is de inspecteur-generaal van het Departement of zijn afgevaardigde.

De ondervoorzitter van de commissie is een personeelslid bedoeld in artikel 3, 2°, aangewezen door de voorzitter van de Commissie.

Als de voorzitter en de ondervoorzitter samen verhinderd zijn, wijzen ze een personeelslid bedoeld in artikel 3, 2°, aan om het interim-voorzitterschap waar te nemen.

Art. 6. Het secretariaat van de Commissie wordt door het Departement waargenomen.

Art. 7. De voorzitter van de Commissie of, bij verhindering, de ondervoorzitter roept de Commissie bijeen, stelt haar agenda vast en leidt de werkzaamheden ervan.

De Commissie zetelt geldig, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. Als een vertegenwoordiger van de nijverheid bedoeld in artikel 4 afwezig is ondanks het feit dat hij is opgeroepen, wordt hij verondersteld zijn akkoord te geven over de ontwerpen die ingeschreven zijn op de agenda, tenzij hij zijn opmerkingen vóór de vergadering aan de voorzitter van de Commissie schriftelijk kenbaar heeft gemaakt.

Art. 8. De commissie brengt haar advies uit in de vorm van de notulen van de vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en de secretaris, waarin het standpunt van de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 4 is opgenomen.

Art. 9. De Commissie mag werkgroepen oprichten die belast zijn met de studie van bijzondere kwesties.

De voorzitter en de leden van de werkgroepen bedoeld in het eerste lid worden door de Commissie aangewezen

Art. 10. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op.

Art. 11. De deelneming aan de werkzaamheden van de Commissie is onbezoldigd.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 24 december 1985 betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid is opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO